

Les événements semblent se précipiter au sein du parti présidentiel burundais

RFI, 26-03-2015 Burundi : bras de fer entre les frondeurs et le parti présidentiel Au Burundi, depuis trois jours, un groupe de cadres supérieurs du parti au pouvoir s'opposent publiquement à un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, aux affaires depuis 2005. Et face à un mouvement qui commence à s'étendre, le parti au pouvoir vient d'annoncer ses premières sanctions. Le bras-de-fer est d'ores et déjà engagé. [Photo : Festus Ntanyungu, d'ancien ministre, porte-parole des frondeurs qui s'opposent à ce que le président Pierre Nkurunziza brigue un troisième mandat.]

Les événements semblent se précipiter au sein du parti présidentiel burundais, le CNDD-FDD. Mardi, le président de ce parti avait menacé de sanctions les frondeurs qui s'opposent à ce que le président Pierre Nkurunziza brigue un troisième mandat. A ce moment-là, ils n'avaient encore que 18 à avoir signé une pétition en ce sens. Les frondeurs assurent qu'ils recevaient depuis plusieurs jours toutes sortes de menaces. Mais les choses se sont précipitées depuis que le président du parti au pouvoir, Pascal Nyabenda, les a accusés de chercher à déstabiliser le pays. Comme tous les hauts cadres issus du parti CNDD-FDD, ils bénéficiaient d'une garde de sécurité à domicile. Depuis mercredi ces policiers ont été rappelés par leur hiérarchie, sans aucune explication. Mais le pouvoir n'en est pas resté là. tard dans l'après-midi, le parti présidentiel burundais a annoncé l'exclusion de ses rangs de 10 frondeurs considérés comme les leaders de ce mouvement, histoire sans doute d'arrêter l'hémorragie. En moins de 24 heures, les signataires de la pétition qui demande au président Pierre Nkurunziza de ne pas se représenter à la présidentielle de juin, sont passés de 18 à 73 hauts cadres du CNDD-FDD, alors que les frondeurs revendiquent plus de 300 adhérents. Ils s'attendent donc à ce que le pouvoir burundais durcisse encore plus ses sanctions, en lers limogeant des différents postes de responsabilité qu'ils occupent dans l'administration ou la tête de services publics, comme il l'a déjà prouvé. Aujourd'hui, les frondeurs disent craindre surtout pour leur vie ou leur liberté, certains sont déjà passés dans la clandestinité. Cependant, les frondeurs ne s'avouent pas vaincus. Leur porte-parole, Festus Ntanyungu, ancien ministre et aujourd'hui député, s'est adressé à la presse pour la première fois. Il a justifié leur démarche en qu'une nouvelle candidature de Nkurunziza risquait de précipiter le Burundi dans une nouvelle guerre civile. Ils n'en veulent pas. Festus Ntanyungu assure que les cadres du parti « pris de paix » continuent de signer la pétition malgré les menaces.